

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 4 FEVRIER 2015**

JT/RT

**OBJET : N° 1.4 – ADMINISTRATION GENERALE –
CONVENTION PARTENARIAT SUIVI NOUVEAUX SYSTEMES ASSAINISSEMENT NON
COLLECTIF -**

L'an deux mille quinze, le quatre du mois de février à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,
M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau,
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau,
M. James BELLOT, Membre du Bureau,
Mme Dominique CHAGNOL, Membre du Bureau.

Etaient absents excusés :

M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,

M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau.

Etaient absents :

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI.

**OBJET : N° 1.4 – ADMINISTRATION GENERALE –
CONVENTION PARTENARIAT SUIVI NOUVEAUX SYSTEMES ASSAINISSEMENT NON
COLLECTIF -**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Le Département, par le biais de son Service d'Assistance Technique à l'Assainissement Autonome (SATAA), organise et coordonne une étude de suivi in situ d'installations d'assainissement non collectif (ANC) en conditions réelles de fonctionnement. Ce suivi a pour objectif d'améliorer la connaissance du fonctionnement et d'évaluer la pérennité de nouveaux systèmes en l'absence de tout recul dans le temps.

Cette étude est menée en collaboration avec :

- les SPANC de la Communauté d'Agglomération Privas-Centre-Ardèche (CAPCA), du SIVOM Ay-Ozon et du Syndicat Mixte Eyrieux Clair (SMEC),
- le Service d'Assistance Technique à l'Exploitation des Stations d'Épuration de l'Ardèche (SATESE 07),
- l'Institut de Recherche Scientifique et Technologique pour l'Environnement et l'Agriculture (IRSTEA), établissement public à caractère scientifique et technologique.

Le « suivi in situ » du Département consiste en la mise en place d'un programme de prélèvements (et d'analyses) d'eau en sortie de dispositif de traitement, sur une quarantaine d'installations réparties sur le territoire de l'Ardèche. 3 campagnes d'échantillonnage par an sont prévues et appliquées pendant 3 années.

L'identification puis la sélection des installations et les prises d'échantillons sont assurés par les techniciens des SPANC et du Département (SATAA et SATESE).

En parallèle, et dans le cadre d'un programme de recherche complémentaire, l'Irstea met en place des « suivis 24 h » sur un nombre restreint de dispositifs, parmi ceux sélectionnés par le Département. Par ailleurs, Irstea assure le traitement et l'interprétation de l'ensemble des données obtenues par les Départements qui participent aux suivis in situ. L'Irstea assure également l'interprétation des résultats du programme complémentaire des suivis 24h.

L'étude portée par le Département et le programme de recherche scientifique mené par IRSTEAS sont totalement indépendants de la mission de contrôle réglementaire et ne remplacent pas le contrôle de bon fonctionnement qui doit être réalisé périodiquement par le SPANC. De même, les résultats de ces études ne pourront être utilisés par le SPANC pour demander au propriétaire de mettre son installation en conformité vis-à-vis de la réglementation existante.

Après une première sollicitation de la FNCCR, le SEBA a été sollicité par le Département pour participer à cette opération, trois usagers volontaires ont été identifiés pour le suivi de leur installation.

Il est proposé au Bureau Syndical de :

- Autoriser la participation du SEBA à l'étude de suivi in-situ d'installations d'ANC dans le Département de l'Ardèche ;
- Autoriser le Président à signer toute convention ou document nécessaire dans ce cadre avec le Département, l'IRSTEA et les usagers ;
- Solliciter l'aide financière de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour ce suivi.

Après en avoir délibéré, le Bureau du Syndicat, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL